

S'ASSURER QUE TOUS LES CANADIENS PUISSENT EXERCER LEUR DROIT À L'ALIMENTATION

Contexte: Le Droit à l'alimentation et l'insécurité alimentaire

Tel qu'il est reconnu par la ratification du Canada au [Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels](#), signé sous les auspices des Nations Unies, tous les canadiens ont le droit à l'alimentation. Toutefois, 4 million de canadiens, incluant 1.15 million d'enfants, font face à un degré d'insécurité alimentaire.¹ Les politiques gouvernementales actuelles ne répondent pas adéquatement au problème. Tout aussi préoccupant, nous constatons que l'insécurité alimentaire touche deux fois plus les communautés minoritaires et autochtones. Malgré la complexité des causes et expériences, le facteur déterminant de l'insécurité alimentaire est la pauvreté. Les solutions publiques doivent donc d'abord aborder les questions de revenu. Que ce soit à cause des bas salaires, du chômage, d'une aide sociale inadéquate ou des facteurs démographiques, géographiques et de santé, les Canadiens qui vivent l'insécurité alimentaire ont besoin d'un revenu de base qui puisse leur permettre d'exercer pleinement leur droit à l'alimentation.

Faits Saillants

- Près de 13% des ménages canadiens connaissent un degré d'insécurité alimentaire.
- En 2012, l'insécurité alimentaire aigüe, soit sauter des repas, réduire son apport alimentaire ou être plusieurs jours sans rien manger, touchait 2.6% des ménages canadiens.
- Près de 70% des ménages canadiens qui font appel à l'aide sociale vivent une situation d'insécurité alimentaire. De plus, plus de 62% des ménages qui font face à cette insécurité sont des travailleurs pauvres.
- Le manque de revenu est le premier déterminant de la santé. L'insécurité alimentaire a un impact considérable sur la santé physique et mentale, et engendre à son tour des coûts significatifs sur le système de santé.
- Les personnes âgées au Canada recevant un revenu garanti via les programmes Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti réduisent par deux leurs risques d'insécurité alimentaire.

Ce qui doit être accompli: Revenu minimum de base

Le gouvernement fédéral doit s'assurer que tous les canadiens puissent avoir accès à une alimentation sûre, saine, culturellement appropriée et en quantité suffisante. Ceci peut être effectivement accompli en établissant un revenu de base sous lequel aucun Canadien ne puisse tomber. Un revenu de base (aussi appelé revenu minimum ou revenu annuel garanti) établirait un seuil de sécurité du revenu pour tous les Canadiens, et ceci en complétant le revenu de quiconque tombe sous le seuil de pauvreté. L'impact de cette mesure sera le plus significatif pour ceux et celles qui vivent des degrés d'insécurité alimentaire extrêmes.

¹ Au niveau des ménages, l'insécurité alimentaire est le fait de ne pas avoir accès à une alimentation suffisante, sûre et saine

Dans un pays aussi prospère que le Canada, éradiquer l'insécurité alimentaire est une obligation éthique. C'est aussi financièrement responsable: la somme totale des transferts de paiements fédéraux pour la multitude de programmes d'aide sociale s'élèvent à une dizaine de milliards de dollars², et pourraient donc être inclus dans un revenu de base. Une estimation conservatrice élève les coûts privés et publics annuels de la pauvreté au Canada à \$86 milliards. En plus de s'attaquer aux causes fondamentales de la pauvreté et de favoriser la dignité humaine, un revenu de base donnerait lieu à d'importantes économies budgétaires: des projets pilotes ont déjà démontré les effets remarquables d'un revenu minimum sur la santé et l'éducation, et ont de plus suggéré cette solution comme méthode pour réduire les taux de criminalité et d'incarcération. Nous savons que le revenu de base est une solution efficace à l'insécurité alimentaire: les personnes âgées canadiennes recevant un revenu de base via les programmes Sécurité de la vieillesse et Supplément de revenu garanti voient leurs risques d'insécurité alimentaire se diviser par deux.

Étant donné que la pauvreté et l'insécurité alimentaire persistent encore, plusieurs voix font appel à ce que le revenu de base soit réintégré dans l'agenda politique. Malgré l'étendue de la recherche sur le sujet, et étant donné les profondes ramifications vis-à-vis l'approche canadienne sur la sécurité du revenu, nous recommandons qu'une étude de faisabilité soit entreprise en premier lieu pour amorcer la conversation sur les coûts et bénéfices d'une politique de revenu de base au Canada.

La Campagne *Je mange donc je vote* menée par le Réseau pour une Alimentation Durable, et Community Food Centres Canada recommande au Gouvernement du Canada d'entreprendre une étude de faisabilité sur la mise en oeuvre d'un revenu de base fixé au-dessus de la Mesure de faible revenu (MFR) et administré via le système fiscal. Le mandat pourrait être octroyé au Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées. Le Comité explorerait différents modèles de distribution et de réalisation, tels qu'un projet pilote recommandé par l'Association Médicale Canadienne, ou par un déploiement indexé, tel qu'il est suggéré par plusieurs chercheurs.

Recommandations Immédiates

Il y a plusieurs autres mesures qui pourraient être immédiatement prises pour lutter contre l'insécurité alimentaire³, tels que:

- Augmenter la Prestation nationale pour enfants à un niveau adéquat pour lutter contre la pauvreté infantile et indexer les coûts de la vie.

² En 2013-2014, les transferts pour les prestations aux aînés totalisaient 41.8\$ milliards; les transferts pour l'assurance-emploi, 17.1\$ milliards; les transferts pour les prestations aux enfants, 13.1\$ milliards; le transfert canadien en matière de programmes sociaux, dont une partie est dépensée pour l'assurance sociale, 12.2\$ milliards; et les transferts aux personnes à travers l'Agence de Revenu du Canada, incluant le crédits pour la TPS/TVH pour les Canadiens à faible revenu, 3.4\$ milliards.

³ Plusieurs autres organisations mettent de l'avant des politiques de lutte contre la pauvreté. Voir Dignité pour touTEs (www.dignityforall.ca) pour une proposition de stratégie de lutte contre la pauvreté, qui inclut plusieurs des propositions mises de l'avant dans ce document, et le Bilan-Faim des Banques alimentaires du Canada (www.foodbankscanada.ca).



- Développer une stratégie nationale pour le logement, incluant une augmentation de l'investissement fédérale dans les logements abordables
- Instituer un programme national d'assurance-médicaments pour fournir un accès abordable aux produits pharmaceutiques et réduire les dépenses générales en médicaments au Canada.
- Développer un système de garderie publiquement subventionnées pour assurer un accès abordable à la garde d'enfants pour les parents à faibles revenus.
- Augmenter la Prestation fiscale pour le revenu de travail

Lutter contre la pauvreté à travers une diversité de politiques complétaires est un bon début. Toutefois, dans l'optique de protéger les droits humains de ses citoyens, le gouvernement du Canada a la responsabilité et l'obligation social et économique de s'assurer que tout Canadien puisse accéder à une alimentation sûre, saine, culturellement appropriée et en quantité suffisante.

Ce document a été rédigé par Community Food Centres Canada, en collaboration avec le Réseau pour une alimentation durable.

References

- Canadian Medical Association (2013). *Health care in Canada: What makes us sick?* Retrieved from https://www.cma.ca/Assets/assets-library/document/fr/advocacy/What-makes-us-sick_en.pdf#search=what%20makes%20us%20sick
- Department of Finance Canada (2015). *Your Tax Dollar: 2013-2014 Fiscal Year*. Retrieved from <http://www.fin.gc.ca/tax-impot/2014/html-eng.asp>
- Emery, H, Fleisch, V and McIntyre, L (2013). How a Guaranteed Annual Income Could Put Food Banks out of Business. *School of Public Policy Research Papers* 6(37): 1-20. Retrieved from <http://www.policyschool.ucalgary.ca/?q=content/how-guaranteed-annual-income-could-put-food-banks-out-of-business>
- Forget, E (2012). *The Town with No Poverty: Health Effects of Guaranteed Annual Income*. Retrieved from http://sociology.uwo.ca/cluster/en/publications/docs/policy_briefs/PolicyBrief10.pdf
- Forget, EL (2013). New questions, new data, old interventions: The health effects of a guaranteed annual income. *Preventive Medicine* 57: 925-928.
- Laurie, N (2008). *The Cost of Poverty: An Analysis of the Economic Cost of Poverty in Ontario*. Toronto: Ontario Association of Food Banks. Retrieved from <http://www.oafb.ca/assets/pdfs/CostofPoverty.pdf>
- Morgan, SG, Law, M, Daw, JR, Abraham, L and Martin, D (2015). Estimated cost of universal public coverage of prescription drugs in Canada. *Canadian Medical Association Journal* 187(7): 491-497.
- Segal, H (2011, February 20). Tough on poverty, tough on crime. *The Toronto Star*. Retrieved from http://www.thestar.com/opinion/editorialopinion/2011/02/20/tough_on_poverty_tough_on_crime.html
- The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology (2009). *In from the Margins: A call to action on poverty, housing and homelessness*. Retrieved from <http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/402/citi/subsite-dec09/reports-e.htm>



community food centres
CANADA good food is just the beginning



RAD
Réseau pour une alimentation durable

Je mange donc je vote est une campagne du Réseau pour une alimentation durable et de ses membres.

- Tarasuk, V, Mitchell, A and Dachner, N (2014). *Household food insecurity in Canada, 2012*. Toronto: Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF). Retrieved from <http://nutritionalsciences.lamp.utoronto.ca/>
- United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights (1976). *International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights*. Retrieved from <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>



community food centres
CANADA good food is just the beginning



RAD
Réseau pour une alimentation durable

Je mange donc je vote est une campagne du Réseau pour une alimentation durable et de ses membres.